



Bruxelles, le 22 juin 2016
(OR. en)

9720/16

COPEN 185
EUROJUST 70
EJN 37

NOTE

Origine:	M. Olivér Várhelyi, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire/représentant permanent, représentation permanente de la Hongrie auprès de l'Union européenne
en date du:	1 ^{er} juin 2016
Destinataire:	Mme Christine Roger, directeur général, Conseil de l'Union européenne
Objet:	Décision-cadre 2008/947/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution - Notification spéciale faite par la Hongrie

Madame,

En application de l'article 3, paragraphe 1, de la décision-cadre du Conseil visée en objet, chaque État membre notifie quelles sont les autorités qui, conformément à son droit interne, sont compétentes pour agir en vertu de ladite décision-cadre, lorsque cet État membre est l'État d'émission ou l'État d'exécution.

Veillez trouver à l'annexe de la présente note les dispositions pertinentes de la loi n° CLXXX de 2012 (relative à la coopération entre les États membres de l'Union européenne en matière pénale) qui déterminent les autorités compétentes dans les situations où la Hongrie est l'État d'exécution. Dans les cas où la Hongrie est l'État d'émission, le tribunal qui a imposé la mesure ou la peine de substitution est habilité à transmettre le jugement exécutoire et le certificat à l'État membre d'exécution.

(formule de politesse)

Olivér Várhelyi

Loi CLXXX de 2012 relative à la coopération entre les États membres de l'Union européenne
en matière pénale (Loi UE)

Section 137

(4) Le tribunal de district situé au siège du tribunal régional compétent en vertu du domicile ou de la résidence habituelle de la personne condamnée ou, à Budapest, le tribunal central d'arrondissement de Buda (Budai Központi Kerületi Bíróság), adopte les mesures de reconnaissance et d'exécution de la décision de l'État membre dans lequel la peine de substitution a été prononcée.

(5) Lorsque la personne condamnée n'est pas domiciliée ou n'a pas sa résidence habituelle en Hongrie mais demande que la mesure de probation, le travail d'intérêt général, l'interdiction d'assister à des manifestations sportives ou la peine de sanction - réparation prévue dans la décision juridiquement contraignante rendue dans l'État membre d'émission soit exécutée par les autorités hongroises et apporte la preuve qu'elle entretient des liens familiaux, culturels ou économiques étroits avec la Hongrie, le tribunal central d'arrondissement de Buda statue sur la reconnaissance et l'exécution de la décision prise dans l'État membre dans lequel la peine de substitution a été prononcée, pour autant que ladite décision, ainsi que le certificat visé à l'appendice 10, aient été transmis au tribunal en hongrois.